



ABONNEMENTS
Trois mois 4 fr. 50.
Six mois 8 fr. 11 fr.
Un an 16 fr. 23 fr.

REDACTION et ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal
et dans toutes les agences de publicité
ROUBAIX, 146, rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

AUJOURD'HUI, LIRE :

LA CRISE MINISTERIELLE : M. Brisson décline l'offre de constituer le Cabinet. — M. Combes accepte ;
BATAILLE DE DEPUTES : Entre républicains et nationalistes. — Scandaleuse attitude des nationalistes. — Plusieurs députés blessés ;
LA GREVE DES OUVRIERS DES TABACS : Vingt manufactures sur vingt-et-une en grève. — La grève votée à Lille par solidarité ;
LA CAISSE DES FAMILLES : Faux bruit d'une déconfiture ;
L'AFFAIRE HUMBERT-CRAWFORD : L'ex-conseiller d'Etat Jacquin et le juge Tabary. — Arrestation d'un Daurignac à Tunis.

Une analogie

Que les temps sont changés pour la Patrie Française ! Naguère elle triomphait. Tous les adversaires du cabinet de défense républicaine se réclamaient d'elle et sollicitaient son concours. Elle avait réussi à faire croire à toute une catégorie de naïfs et d'ambitieux que son investiture était un élément certain de victoire. Et l'on se disputait cette investiture dans les milieux antiministériels.

L'opinion fut agitée pendant quelque temps par certaines de ces disputes. C'était à qui parmi nos adversaires aurait l'appui officiel ou officieux, avoué ou mystérieux, de la fameuse Ligue. M. Méline ne le répudiait point. M. Ribot savait qu'il lui était assuré, et nombre de progressistes, de moindre envergure, fondaient leurs espérances de succès sur Pappui de M. François Coppée et de M. Jules Lemaitre.

Les événements ont déçu ces espérances. L'histoire de l'Etat devient celle de Perrette et du Pot au lait. Comme Perrette, la Ligue avait fait toutes sortes de calculs. Elle avait escamoté des succès nombreux, ébauché des ministères nationalistes, conçu tout un avenir de triomphe et de gloire pour sa politique, détroné « le Sophi » posé le diadème sur sa tête ou sur celle de M. Cavaignac, mais comme pour Perrette, l'accident est survenu :

Le lait tombe : adieu veau, vache, Cochon, couvée.

Plus infortunés encore que la laitière ambitieuse du bon Lafontaine, M. Jules Lemaitre et ses amis ne peuvent point se consoler en se disant qu'ils sont « Gros Jean comme devant », car ils ne sont même plus Gros Jean, ils en arrivent à n'être plus rien du tout.

M. de Cassagnac qui fut plein d'admiration et d'enthousiasme pour la Ligue au temps où il s'imaginait qu'elle pourrait aider au renversement de la « Gueuse », ne met pas de gants aujourd'hui pour lui faire entendre qu'elle est moins que zéro. Brutalement, il lui réclame des papiers : « Qui diable, êtes-vous donc, demandez-lui à M. Jules Lemaitre, et que représentez-vous ? »

« Les électeurs de la Patrie Française, écrit-il dans l'Autorité, sont aussi vrais que les millions de Madame Humbert, aussi vivants que les Crawford. On en parle depuis trois ans, et on ne les a jamais vus. Car en somme les nationalistes, ou du moins ceux qu'on appelle ainsi, c'est vous, c'est moi, c'est tout patriote, tout conservateur, tout catholique opposés à ce gouvernement de pillards, de bandits et de communards. »

Pauvre Jules Lemaitre, assimilé aujourd'hui à Madame Humbert, par un regrettable retour des choses d'ici bas. Il avait essayé, à la veille de l'élection, de solidariser cette géniale escroquerie avec le ministère Waldeck-Rousseau. Et voilà qu'un ami de la veille, un allié cheri et choyé, mais terriblement enfant terrible, lui signifie qu'il se trompe dans ses comparaisons et que rien ne ressemble plus à l'affaire Humbert-Crawford que l'affaire Lemaitre-Cavaignac.

Et M. de Cassagnac a raison. Il y a une très grande analogie entre les deux affaires. Madame Humbert opérait dans le monde de l'argent, M. Jules Lemaitre fait ses opérations dans les milieux politiques. Mais les procédés étaient les mêmes. Quelle différence y a-t-il vraiment entre les trucs qu'employait « La Rente Viagère » et ceux auxquels avait recours M. Jules Lemaitre ? Sur les réclames on mettait de grands noms, ou ceux qu'on croyait tels pour inspirer la confiance. Les deux Sociétés étaient également promues par les Croix et mises sous l'égide de l'Eglise. Nous voyons dans l'une et dans l'autre les mêmes banquistes et les mêmes gogos.

Tout cela a très bien marché, tant qu'on n'a pas été obligé d'ouvrir le coffre-fort, de produire le testament et de montrer les millions. Mais quand enfin l'heure fatale est venue, le scandale a éclaté. L'ouverture du coffre-fort pour la Patrie Française a été les élections. Déception amère, le coffre-fort était vide : « Où sont vos électeurs ? Où sont les millions ? » interroge avec aigreur M. de Cassagnac.

on avait compté, pour lesquels les belles dames avaient quitté, en faveur de qui M. Piou et ses amis avaient fait de si larges sacrifices, les électeurs nationalistes n'existent point. Toute l'habileté de M. Jules Lemaitre avait été de faire prendre pour les siens, les électeurs réactionnaires, royalistes, cléricaux. Et maintenant que déçus et roülés, réactionnaires, royalistes et cléricaux rallient chacun leurs partis respectifs, l'outre nationaliste se dégonfle, s'aplatit et n'apparaît plus que comme une loque. En vain M. Jules Lemaitre va-t-il s'époumonner à souffler dedans pour la gonfler encore. L'outre est crevée, comme le coffre-fort des Humbert et l'Eglise qui l'avait inventée, il y a trois ans, pour en faire sortir la tempête, furieuse de voir qu'il n'en est sorti que quelques bruits inconvenants, mais peu dangereux, la repousse du pied, tout en révançant à quelque autre combinaison pour laquelle certains progressistes lui prodiguent, depuis quelque temps, les yeux en coulisse.

Gaston DOUMERGUE,
Député du Gard.

LA POLITIQUE

UN MINISTÈRE COMBES

Ainsi que nous l'avons fait pressentir, depuis que la démission de M. Waldeck-Rousseau a été rendue officielle, il est à peu près, sinon jamais nous traiter en ennemis !

M. Brisson, en effet, a décliné la mission que lui offrait M. le Président de la République et il a indiqué le sénateur de la Charente-Inférieure comme le mieux en situation de rallier, aussi bien au Sénat qu'à la Chambre, les suffrages de la majorité

Dans quelques jours peut-être même dans quelques heures, nous serons donc dotés d'un gouvernement qui placera à gauche l'axe de sa politique.

Cette perspective effraie fort les journaux réactionnaires. « Le discours de M. Loubet à Dunkerque, c'était un éperdument, nous avait fait espérer l'absolution. Or, voici qu'on va plus que jamais nous traiter en ennemis ! »

M. Loubet, à Dunkerque, a bien préché l'union de tous les républicains, mais il n'a pas parlé de l'abdication des républicains, devant la réaction ; or un gouvernement qui pratique une politique de désunion tendue au service d'une période électorale durant laquelle les adversaires de la République ont été de tous les moyens pour s'emparer de la majorité, commettre une faute impardonnable.

Il serait embrassé sans doute, cajolé, mais c'est le baiser de Judas qui lui serait donné et, bientôt, il s'écroulerait victime de sa propre imprudence.

On en veut une preuve certaine, on n'a qu'à lire les appréciations des organes cléricaux sur la combinaison Combes.

M. Combes n'est pas de nos amis politiques ; il est presque aussi loin de nos opinions que l'« Echo du Nord » et, pourtant, les cléricaux le traitent déjà comme ils le feraient d'un révolutionnaire, tandis que les feuilles conservatrices s'appliquent à le diminuer en le représentant comme un ministre de second plan.

Nous avons dit ce qu'était M. Combes. Nous le tenons pour un bon républicain qui a su faire preuve d'énergie et nous ajoutons que si M. Combes veut s'entourer de collaborateurs résolus à aller de l'avant, à appliquer une politique de réformes sociales, nous suivrons avec intérêt son œuvre et nous le soutiendrons contre ses adversaires de droite.

Car l'heure n'a malheureusement pas sonné où le parti socialiste peut assumer toute la charge du pouvoir et, en attendant, il faut savoir se contenter du moins mauvais.

Or, entre un ministère Combes et un ministère Ribot ou Méline, un socialiste ne peut pas hésiter surtout si, comme on l'annonce, comme nous en avons la confiance, c'est exclusivement à gauche que le ministère Combes ira chercher son appui et ses inspirations.

« La République disait M. Waldeck-Rousseau, est sortie victorieuse d'une dernière épreuve. »

Cela est vrai, appliquée aux dernières élections législatives, mais cela ne serait pas exact si, comme l'insinue adroitement la « Dépêche », M. Waldeck-Rousseau avait voulu dire que tout est prouvé d'énergie et nous ajoutons que si la République n'a désormais rien à redouter.

C'est dans le Parlement, au contraire, qu'est tout le danger, car c'est là que réside la versatilité politique, que se tient le marché des consciences, que tournent les « soupes hollandaises », les caprices des moindres incidents ou sous la suggestion des plus mesquins intérêts.

Il faut donc des hommes d'énergie, de convictions, de volonté, au début d'une législature, pour imprimer une direction aux incohérents, aux timides, aux indécis.

Si le ministère Combes est formé dans ce but, s'il sait remplir une pareille tâche, il aura l'approbation et l'appui certain de la démocratie laborieuse.

G. SIAUVE-EVAUZY.

SERVAGE

Un journal anglais fait une constatation désole. Dans les seules comtés de York-shire et Lancashire le nombre des domestiques femmes a baissé de dix mille depuis dix ans. Il devient de plus en plus difficile de s'en procurer, et les jeunes filles qui consentent encore à entrer dans la carrière exigent naturellement que leurs maîtres éventuels y mettent le prix. La bourgeoisie est dans la consternation. L'Académie française, qui récompense la vertu une fois l'an, nous a fourni d'admirables documents sur certains créateurs, humbles parmi les humbles, dont toute la vie fut employée à servir autrui avec une imperturbable fidélité. Le prix de tels sacrifices n'est pas variable. Il y a encore de vieilles servantes de campagne qui n'ont jamais gagné plus de vingt francs par mois.

ques a bénéficié, dans une certaine mesure, des nouvelles conditions économiques. Mais le métier de bonne à tout faire n'est pas encore de ceux qu'on souhaite aux jeunes filles sans fortune.

Et pourtant, malgré le mot si profond et si juste de Beaumarchais, ce sont tous les jours les maîtres qui se plaignent. La dévotion des bourgeois est, à l'égard, à peu près générale. « On ne trouve plus de domestiques ! » affirme l'un. Et l'autre abonde : « Croiriez-vous que mienne m'a encore cassé un compotier ce matin ! Le terrible désastre ! »

Les jours heureux lui ont-ils été, pour les durs et longs travaux de ménage, la machine remplacera les bras humains. On veut l'espérer. D'ici là, il n'est pas inutile d'indiquer aux maîtres, encore qu'ils l'ait fait déjà bien souvent, que si les serviteurs sont devenus plus exigeants, ce pourrait bien venir de ce que les patrons ne savent pas toujours se montrer très humains.

Sans doute, il faut chercher ailleurs la cause de cette pénurie de servantes dont s'afflige la vieille Angleterre. On comprend très bien que les filles du peuple, plus instruites, mieux armées pour les batailles de l'existence, consentent moins volontiers à froter le parquet et laver la vaisselle. Cependant, il faut bien le dire, la légitime fierté individuelle, l'instinct de l'indépendance reculerait encore devant la dureté des occupations promises aux femmes par l'activité du monde moderne.

Entre deux formes de servage, il est naturel qu'on hésite entre la moins rétribuée et la moins pénible. Et donc, quand nos voisins ont le chagrin de ne plus trouver de domestiques, j'éprouve quelque satisfaction à penser que les choses se passent chez eux, et que pour les maîtres le labeur et d'ici, l'heure sonnera d'expier le mot si laidement égoïste et si désespéré qu'est : C'est assez bon pour l'office !

GRIFF.

L'ACTUALITÉ

Sarah Bernhardt

Son nom de famille : Rosine Bernard. Elle naquit à Paris, le 20 novembre 1844, dans une famille et d'un père catholique, qui la fit baptiser et la confia aux religieuses de Grand-champs. Elle a 14 ans, quand elle quitte le couvent pour aller au Conservatoire : élève de Samson et de Provest, elle y obtient un deuxième prix de tragédie en 1861, — un premier, l'année suivante.

Elle entre au théâtre. Elle débute à la Comédie-Française, obscure et ignorée. Huit mois après elle est au Gymnase. Comme à la Comédie Française, elle s'ennuie au Gymnase et, au lendemain de la première d'une comédie de Labiche, « Un mari qui lance sa femme », elle expédie à son directeur le poulet que voici : « Ne comptez plus sur moi. A l'heure où vous recevez cette lettre, j'aurai quitté Paris. Pardonnez à la « pauvre toquée. » — Sarah.

Deux années se passent. La fugue, avec laquelle l'année n'a rien de commun, a pris fin. Sarah Bernhardt vient à la Porte St-Martin, où elle joue dans une féerie. De la Porte St-Martin, elle va à l'Odéon et c'est alors que l'on se prend à remarquer un peu cette jeune artiste de heurter les sentiments d'irréligion que j'ai inculqués à mon fils. Conséquemment, l'instituteur ne doit enseigner que la vérité, que ce qui est prouvé, que ce qui est démontré.

Et donc coupables, grandement coupables, les fonctionnaires, instituteurs et institutrices qui ouvrent et terminent leurs classes par une prière — catholique, protestante ou juive ! — sont plus coupables encore et tout à fait indignes de leurs fonctions, les instituteurs qui approuvent — quand ils n'ont pas le courage pas — ou tolèrent de semblables pratiques. Mais que penser de ceux qui suivent les processions, paroissent à la main, véritables bœufs laïques, dont, intérieurement, le curé se gausse ?

Nous espérons que le prochain cabinet aura à cœur de laisser toutes nos écoles... dans tous leurs actes, dans toutes leurs manifestations. Nous souhaitons que l'honorable et très sympathique M. Buisson soit pourvu du portefeuille de l'Instruction publique et que M. Leygues soit rendu à la poésie.

M. Buisson connaît mieux que personne notre université ; il connaît surtout le ministère et les ronds-de-cuir qui y trônent pour le malheur de notre enseignement laïque ; il saura donc porter la cognée en bonne place et faire cesser de scandaleuses botte de fonctionnaires cléricaux ; il saura donner à l'enseignement laïque l'impulsion dont il a grandement besoin pour devenir scientifique et libre.

Il n'oubliera pas qu'il faut à l'instituteur autre chose que des promesses et que pour accomplir sa mission démocratique, il a besoin d'indépendance et de science. L'indépendance, il ne peut l'obtenir que par une situation qui lui permette de vivre de son métier et de faire quelques sacrifices d'argent pour monter sa propre bibliothèque.

Sous le régime qui fera ces modifications, l'enseignement ne sera, ne pourra pas être neutre, mais l'école sera le sereno point de vue confessionnel et c'est ce que nous voulons et ce que veut avec nous l'immense majorité républicaine.

Que nos représentants s'en souviennent.

JEAN-PAUL.

Tribune Laïque

LE BON MAITRE

J'ai assisté avant-hier à Bourbourg à une cérémonie bien émouvante. Les amis de ce journal connaissent Bourbourg-la-Vallée, ce fief républicain, comme perdu dans le golfe de Flandre flamboyante. Dans le grès de Cochin, ce roc n'a pu être entamé, grâce à la foi agissante d'un républicain irréductible. Dans une circonscription saturée d'idées rétrogrades, où les fonctionnaires réactionnaires font souvent et protégés et choqués par les pouvoirs publics, M. Victor Vandenbergue a su grouper autour de lui

une élite de républicains sincères : la population de Bourbourg a placé en eux sa confiance et la leur a conservée indéfiniment, se riant des attaques grotesques, stupides, des Lacan, des oreillard de Flamidie et du lamentable naïf qu'est Boule-de-Son. La bonne cité alerte, vive et joyeuse, montre le plus bel exemple de ce que peut la ténacité d'un maître bien secondé, dans le pays le plus difficile, le plus réfractaire aux idées de progrès et d'émancipation républicaine.

Je n'ai pas besoin d'ajouter, que sous un prospectus tout à la dévotion de la coalition des Guillaïn, des Barrois et des Motte, il n'y a pour se vaillant l'attitude aucune distinction ; ce n'est pas pour des hommes de telle valeur que l'administration a des faveurs.

Jose dire que c'est avec fierté que nous voyons dans les « salmalects » officiels, saboteurs de la République, quand bien même ils se trouvent autour de lui, tant et tant, qui sont prostitués. Comptons que sous un ministère « d'action républicaine » nous verrons nos nouveaux hauts fonctionnaires administratifs, réparer les oublis volontaires des domestiques de réactionnaires.

Il y a douze ans, un instituteur aussi distingué que modeste, M. Blanchet, arrivait à Bourbourg. Tout était à faire au point de vue de la laïcité ; mais, sincère républicain, il y venait semer d'idées saines. Tous les renseignements, toute notre jeune génération ; c'est de la vénération reconnaissante qu'on pour lui nos plus jeunes concitoyens ; et les anciens pour lesquels il était un homme d'un commerce sûr, de relations agréables et de parfaite loyauté, avaient noué avec de nombreux de leurs enfants les plus cordiales relations.

C'était le « bon maître ». Une récente décision envoyait à Jeumont M. Blanchet. Cette nouvelle, bien que chacun le félicitait pour cet avancement mérité, fut accueillie avec tristesse ; il ne semblait pas que l'on pût se séparer de lui ; il avait conquis ses lettres de haute naturalisation.

Jamais, bien certainement, on n'a vu à la gare de Bourbourg semblable affluence, pour le départ d'un fonctionnaire. Tous les anciens élèves, et les élèves et les parents s'étaient donné rendez-vous pour serrer une dernière fois la main au magistrat dévoué ; pour le remercier encore ; pour lui donner l'assurance que la mémoire de tant de services rendus, serait fidèlement entretenue ; que les reconnaissances pour tous les bienfaits libéralement donnés aux plus humbles comme aux privilégiés, resteraient gravés au fond des cœurs.

J'ai vu bien des larmes couler. Est-il pour un instituteur un plus beau témoignage d'affection ? Est-il plus enviable récompense ? C'est être bien payé de toutes les peines, de toutes les fatigues, que d'en être payé par la reconnaissance et par l'admiration future ; elle a été bien douce à son cœur.

M. Blanchet continuera à Jeumont son apostolat laïque, et je félicite grandement nos amis de la-bas de leur bonne fortune. C'est M. Veyron qui a le courage de reprendre la direction de l'école communale de Bourbourg ; il est arrivé précédé de la meilleure réputation. J'ai la confiance qu'il saura suivre la tradition de son prédécesseur et continuer son œuvre.

Les encouragements et l'appui de la municipalité, les plus sympathiques avances de la population ne feront défaut, ni à lui, ni à Mme Veyron, institutrice distinguée et chargée de classe. Comme M. Blanchet, non seulement les deux familles générations, mais il saura leur faire comprendre ce qu'est la République et combien elles doivent aimer nos institutions républicaines.

DEWERCKER.

Cà et Là

BEHANZIN, S'ENNUIE. On se rappelle peut-être que l'ex-roi du Dahomey, le célèbre Behanzin, est parti hôte au fort Tartenson, tout près de Fort-de-France, à la Martinique.

Il a plusieurs reprises, il avait manifesté le désir de venir se distraire un peu à Paris. Les derniers événements viennent de lui fournir une excellente occasion de faire une nouvelle tentative auprès de notre administration coloniale.

Un français très correct qui n'a rien de nègre, ce brave Behanzin écrit que « la Martinique est un pays où l'on ne peut pas se distraire, tout le remonter le moral dans la capitale de la France. Il parait qu'on est tout disposé à lui accorder d'ici peu la faveur demandée.

On le traitera comme un collègue en vacances, le menant dans des endroits où l'on s'amuse et lui permettant de faire une provision de noix pour au moins un an. A lui les gros cigares et les petites femmes !

JOYEUX INCIDENT

Un incident, vraiment joyeux, vient de se produire au cours d'une conférence anti-alcoolique. Les inevitables cobayes étaient de la fête. On en avait amené deux, qui reposaient gentiment sous des cloches de verre, en attendant l'heure des démonstrations. Lorsque celle-ci sonna, que vit-on bientôt ? C'est que le cobaye injecté d'alcool, et dont le conférencier se proposait d'exploiter l'ivresse, la titubation et la paralysie presque foudroyante, resta resplendissant de santé, tandis que le pauvre diable de cochon d'Inde auquel on avait injecté de l'eau pure, et qui devait être le triomphateur de la journée, demeurait morne, abattu, presque mourant.

On devine la confusion du conférencier. Le malheureux s'était trompé de seringue !

CONTRADICTIONS D'EXPERTS

Les experts sont parlent les mêmes. Ceux qui ont accusé Musolino n'ont pas pu se mettre d'accord. Ils étaient cinq. Trois se prononcèrent pour la culpabilité de Musolino, deux se prononcèrent pour l'innocence. On ne l'est-il point ? Dans le doute, faudra-t-il tirer au sort, ou bien déclarer Musolino irresponsable à la minorité de fait ?

On ne sait pas encore ce qu'on fera. Chacune des parties rédigera un rapport et c'est le jury qui se prononcera en dernier ressort. Cela, par là, parce que le prestige de la science pourrait souffrir d'une dispute d'experts !

Diabole ! Il me semble que la science souffrirait surtout de la contradiction des deux rapports.

PENURIE DE DOMESTIQUES

C'est en Angleterre que cette pénurie est constatée. Le Globe annonce avec effroi que, dans les seuls comtés de Lancashire et de Yorkshire, le nombre des domestiques femmes a diminué de 25.000 depuis dix ans. Il devient extrêmement difficile d'en trouver. On part que tout le monde peut être maître dans son pays.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Télégraphiques Spéciaux)

CHAMBRE DES DEPUTES

Paris, 5 juin. — La séance s'ouvre à 3 heures, sous la présidence de M. LEON BOURGEOIS. LE PRÉSIDENT fait connaître que M. le président de la Chambre des députés de la République du Paraguay a adressé à la Chambre des députés ses condoléances pour la catastrophe survenue à la Martinique. (Applaudissements.) L'ordre du jour appelle la suite de la vérification des pouvoirs.

LES VALIDATIONS D'ELECTIONS

La Chambre, après avoir entendu les rapports présentés au nom des bureaux, prononce la validation des élections suivantes : Tarn, 2e circonscription d'Albi, Jaurès ; 1re circonscription, M. Andrieu. Aude, 1re circonscription de Narbonne, M. Albert Sarraut. Vienne, arrondissement de Loudun, M. Riouard. Montmorillon, M. Cordolieu. Morbihan, 1re circonscription de Jannes, M. de l'Estourbeillon ; 2e circonscription, M. Forest. Girondet, 1re circonscription de Bordeaux, M. Chauvaud. Pyrénées-Orientales, arrondissement de Prades, M. Escanyé. Seine, 1re circonscription de Saint-Denis, M. Féron ; 1re circonscription de Sceaux, M. Richard, 2e circonscription de Sceaux, Coutant. Indre, arrondissement d'Issoudun, Dufour. Indre, arrondissement de Saint-Marcilly, M. Chenavaz. Indre, 2e circonscription de Châteauroux, M. Alban David. Vienne, arrondissement de Castelnaudary, M. de Laurens-Castel. Seine, 1re circonscription du XVIIe arrondissement, M. Pugliese-Cattaneo. Nord, 1re circonscription de Dunkerque, M. Guillaïn ; Douai, M. François Debève. Nord, 2e circonscription de Beaulieu, M. François Carnot. Jura, arrondissement de Lons-le-Saulnier, M. Trouillot. Nord, 1re circonscription de Domfront, M. Cachet. Doubs, arrondissement de Montbéliard, M. Bonna. Meuse, arrondissement de Chaumont-sur-Loire, M. Petit. Seine, arrondissement de Vitry-le-François, M. Perrotché. Var, arrondissement de Draguignan, M. Alard ; Brignolles, M. Octave Vigne. Somme, 1re circonscription d'Amiens, M. Fiquet. Indre-et-Loire, 2e circonscription de Tours, M. Tiphaine ; arrondissement de Loches, M. Chauvaud. Gers, arrondissement de Condom, M. Lasfès. Ariège, arrondissement de Pamiers, M. Tournaud. Corse, arrondissement de Corte, M. Giacobbi. Seine, arrondissement de Tonnerre, M. Villejeune. Tarn, 2e circonscription de Castres, M. Amédée Rellie. Seine-et-Marne, arrondissement de Melun, M. Ballardier. Manche, arrondissement de Valognes, M. Villout-Duchêne ; Mortain, M. Arthur Legrand ; Coutances, M. Georges Le Mars. Côtes-du-Nord, 2e circonscription de Dinan, M. de Langle. Ille-et-Vilaine, arrondissement de Montfort, M. Jehanin. Seine-Inférieure, 4e circonscription de Rouen, M. Mubeuf ; arrondissement d'Yvetot, M. Lechevalier. Tarn-et-Garonne, arrondissement de Moissac, M. Ad. Chabrier. Basses-Pyrénées, 2e circonscription de M. de Gontaut-Biron ; arrondissement d'Oléron, M. Barhou. Gironde, 2e circonscription de Frivars, M. Astier. Aube, arrondissement de Nogent-sur-Seine, M. Bachimont. Nord, 2e circonscription de Lille, Delory. Loire, 1re circonscription de Saint-Etienne, M. Briand. Seine, 2e circonscription de Chambéry, M. Chambon. Drôme, arrondissement de Montélimar, M. Antoine Gras ; Dié, M. Ferrier. Meurthe-et-Moselle, 1re circonscription de Rodetz, M. Le Combe ; 2e circonscription, M. Gaffier. Maine-et-Loire, 1re circonscription de Cholet, M. Jules Baron ; arrondissement de Segré, M. Lauréat-Bougeat. Seine, XVIIe arrondissement, Rounel. Haute-Vienne, arrondissement de Saint-Yrieix, M. Girard. Manche, arrondissement de Cherbourg, M. Le Moigne. Loire-Inférieure, 3e circonscription de Nantes, M. de Blois.

LE PRÉSIDENT fait connaître que la Chambre a déjà validé plus de 450 élections. La Chambre décide que demain elle procédera à l'élection du bureau définitif. Demain à 2 heures, séance publique. La séance est levée à 4 heures 10.

Le Bureau définitif de la Chambre

Les délégués des groupes de gauche, suivant le mandat qui les avait reçu de leurs groupes, se sont réunis aujourd'hui pour établir une liste unique de candidats à présenter au bureau définitif de la Chambre. Cette liste comprend, comme on le sait, M. Léon Bourgeois, comme président. On sait que M. Deschanel renonce à se porter candidat à la présidence. Les délégués ont décidé de laisser un des sièges de vice-président à l'opposition. Les candidats des gauches sont MM. Etienne, Maurice Faure, vice-présidents provisoires, et M. Trouillot. Les progressistes proposent de présenter M. Guillaïn. Pour les secrétaires, on laisse deux sièges à la minorité. Un siège est réservé à la minorité et les cinq autres réservés aux groupes de gauche. Pour les trois questeurs, en présence du grand nombre de candidats, l'initiative est laissée aux membres des groupes.

UNE LETTRE DE GAMELLE

Paris, 5 juin. — Le Duc d'Orléans adresse aux présidents des comités royalistes départementaux, la lettre-circulaire suivante : J'ai suivi avec le plus grand soin, faction de mes amis au cours de la récente campagne électorale. J'ai pu constater que, dans la plupart des circonscriptions, les royalistes, guidés par les chefs qui sont investis de ma confiance et de ma confiance, se sont fidèlement conformés à mes instructions. Partout où ma candidature royaliste n'était pas posée, ils ont pris une part, souvent prépondérante, à la lutte contre le candidat officiel ; pas un député de l'opposition n'entre au Palais sans leur appui.

Mais, malgré les humbles efforts de la minorité...